

Vaud

Confrérie du Guillon, le vin passionnément



Solennels et conviviaux, les ressats de la Confrérie.

Fondée en 1954, la Confrérie bachique vaudoise du Guillon compte 4000 membres. Portrait de passionnés dont l'objectif est de promouvoir les vignes et les vins vaudois.

La beauté des paysages lémaniques de Lavaux et de la Côte, notamment, ainsi que l'importance du secteur viticole dans le canton ont présidé à la création de la Confrérie du Guillon. Mélange de recherche hédoniste et de convivialité, les «ressats», c'est-à-dire de longs banquets de plusieurs heures, sont réguliers et réputés.



Cette année, les «ressats» d'automne ont même été pris d'assaut. «Nous sommes un peu victimes de notre succès», déclare Jean-Claude Vaucher, le gouverneur. L'état d'esprit est



Le vin vaudois dans toute sa couleur.

extraordinaire». L'ambiance café-théâtre, le thème et le décorum du Château de Chillon attirent les membres, de Suisse, mais aussi de France voisine. Dès l'origine, la mission de la confrérie a été de promouvoir les vins au-delà des cercles de convaincus, indépendamment de l'Office des Vins Vaudois (OVV). Pour faire mieux connaître le terroir qu'elle hérite, le Guillon a mis en place des coterrets, sorte d'ambassades, dans sept cantons, dont le Tessin et Saint-Gall. Dernier coterret en date, celui de Haute-Savoie. L'enthousiasme du préfet français fait de cette région de proximité une antenne dynamique, particulièrement friande des vins vaudois.

Membre du Guillon depuis 1988, c'est sa science de l'œnologie et son ancienneté qui ont fait de Jean-Claude Vaucher un gouverneur tout désigné. Son savoir professionnel n'est en réalité pas une condition pour prétendre rejoindre le Guillon, une majorité des «conseillers» n'étant pas du métier de la vigne. Les ressats dénombrent en général entre 30% et 40% des participants qui découvrent la confrérie à cette occasion. «Notre confrérie ne tourne pas en vase clos», souligne Jean-Claude Vaucher.



Jean-Claude Vaucher, gouverneur depuis 2012.
© photo Edouard Curchod

Parfois, des sociétés s'invitent à ces longs banquets de six heures placés sous le signe de la bonne humeur. Drôles et sérieux à la fois. Ces deux aspects intrinsèquement liés à la vigne et à Dionysos se trouvent dans ces soirées, à l'équilibre. Les règles concernant la tenue – apparence et comportement – sont intransigeantes pour que le plaisir n'ait aucune limite.

La Confrérie a un calendrier établi. A la fin de l'été, elle organise les Quatre heures du vigneron sur un site champêtre afin de mettre en valeur une appellation. Ainsi, Cully, en 2012, et Begnins, en 2011, ont reçu la visite des membres et des curieux. Les 31 août et 7 septembre derniers, c'est le château de Grandson qui a accueilli les amateurs en milieu d'après-midi lors d'un repas pour faire découvrir l'appellation Bonvillars.

L'année est rythmée par la quinzaine de ressats, soit près d'un par mois. Les prochains seront consacrés aux Ducs de Bourgogne. La gastronomie sera de toute évidence de la partie. Chablais et Lavaux se disputeront les plats. Le Guillon fêtera ses 60 ans en 2014. Plusieurs ressats marqueront ce passage.

Ernest Ghislain

BLOC-NOTES de Michel Jordan

Au coin du bar



Les Américains n'en finissent pas de nous surprendre. Alors qu'en France, on poursuit devant la justice les hommes politiques de tout premier plan pour des motifs surtout financiers, aux USA, des familles, même singularisées par des rejets plus que contestables, se perpétuent envers et contre tout au premier plan de la vie du pays. On se souvient bien évidemment de la famille Bush. L'écllosion d'un nouveau rejeton en la personne de George P. Bush nous remet en mémoire son arrière-grand-père sénateur, son grand-père et son oncle présidents et son père gouverneur. Certes George P. Bush pour l'heure demeure plus modeste au chapitre de ses ambitions. Il ne vise que le poste de directeur de l'Agence foncière du Texas laquelle gère les terrains de l'Etat et les droits d'exploitation du sous-sol. Ce républicain de 37 ans a tout de même des perspectives plus que réjouissantes. Il ne s'agit rien moins que d'un poste de gouverneur de ce même Texas au cours de la prochaine décennie, avant d'accéder comme c'est l'usage au sein de sa dynastie, au trône de la Maison-Blanche. Pourtant, le paysage politique du Texas est en train de changer. L'explosion de la population latino remonte le moral des démocrates lesquels se prennent à rêver de bien meilleurs résultats avec son arrivée.

Du côté républicain, on pense que George P. Bush est le mieux à même de contenir cette poussée démocrate. Diplômé de l'Université Rice, à Houston, et de la Faculté de droit de l'Université du Texas, à Austin, il a enseigné dans les quartiers défavorisés et servi comme officier de renseignement de la marine en Afghanistan, où, pour des raisons de sécurité, il travaillait sous un nom d'emprunt. Aujourd'hui, il vit avec sa femme, Amanda, à Fort Worth,

où il a fondé une société de conseil en énergie. En dépit de son immersion dans le monde politique et de son charme irrésistible, le jeune Bush n'est pas un candidat naturellement doué. Sa campagne démarre lentement et son premier discours fut loin de faire l'unanimité. Pourtant, on imagine déjà que George P. Bush ne fera pas de vieux os à la tête de l'Agence foncière du Texas. Un destin plus prestigieux l'attend sans doute.

A son tour, Edouard Balladur est cerné par la justice

Edouard Balladur, l'ancien premier ministre de François Mitterrand, au temps de la seconde cohabitation, devra rendre des comptes à la justice quant au financement de sa campagne électorale de 1995. Les aveux tardifs de l'intermédiaire Ziad Takiedine, reconnaissant avoir reversé aux proches de M. Balladur une partie des sommes perçues en marge de la vente fin 1994, de sous-marins au Pakistan et de frégates à l'Arabie saoudite, s'ajoutent aux témoignages attestant le recours illicite aux fonds spéciaux pour subvenir aux frais de campagne du premier ministre en 1995. De ce fait, les magistrats ne devraient avoir d'autre choix que de se dessaisir au profit de la Cour de Justice de la République (CJR). Cette juridiction est la seule à même d'enquêter, puis, le cas échéant, de juger et condamner, sur un ministre pour des faits commis dans l'exercice de sa fonction. Edouard Balladur, alors grand favori pour l'élection présidentielle, aura vraiment tout perdu dans cette aventure. Tout d'abord, l'élection en elle-même qui le vit éliminé dès le 1er tour au profit de Lionel Jospin et Jacques

Chirac, tandis que ce dernier accédait finalement à l'Élysée après deux essais malheureux. Ensuite, ces ennuis judiciaires dont il est prématuré d'imaginer l'importance aujourd'hui.

En Tunisie, le risque d'un piège mortel

Il y a deux ans et demi, la Tunisie devenait le miroir dans lequel se reflétaient les aspirations de dizaines de millions de personnes. Or, aujourd'hui, dans une tension extrême une partie du pays est à son tour tentée de prendre exemple ailleurs. Chez le grand frère égyptien qui, au terme d'une tentative bloquée de transition révolutionnaire un peu similaire, a cassé la baraque à bout de nerfs et de patience. En Tunisie, les comptes non soldés et le manque de maturité des formations politiques n'ont fait qu'élargir encore les divisions du pays et multiplier les blocages. Une responsabilité particulière échoit au parti islamiste Ennahda, incapable de faire face à sa responsabilité de principale formation du pays. Ses dirigeants font fausse route en cherchant à transformer la société à leur image plutôt que de s'adapter à sa diversité. Le miroir égyptien, à cet égard, n'est pas très engageant. La petite armée tunisienne, certes, n'a pas les mêmes intérêts colossaux à défendre que l'égyptienne et semble pour l'instant disposée à rester en marge. La démission fracassante du chef d'état-major, Rachid Ammar, n'a rien arrangé. Il a proclamé qu'il abandonnait son pays qu'il comparait à la Somalie! Très respecté, le général était considéré en Tunisie comme «le garant de la révolution». Avec son départ, c'est un rempart contre une solution à l'égyptienne qui vient de sauter.

Le pape François ou la rupture de style

Si, en quatre mois, le pape François a renoué avec la figure populaire du «bon pape Jean», Jorge Bergoglio pourrait décevoir, à terme, le plus «progressiste» des fidèles. Tout, chez ce pape, n'est d'ailleurs pas révolutionnaire. Sa doctrine globale est identique à celle de ses prédécesseurs qu'il s'agisse de la morale sexuelle, du célibat des prêtres, de la place de la femme, des questions éthiques et bioéthiques. Certes, François embrasse beaucoup, serre d'innombrables mains et parle tout autant. Aux antipodes de Benoît XVI et du frémissement mécanique de ses deux mains timidement levées, il semble vouloir étreindre les foules qu'il traverse en souriant. En cinq mois, le pape François a redonné une indéfinissable chaleur humaine au catholicisme, engoncé dans des scandales à répétition. Chaque matin, à 7 heures, le pape «fait le curé», au risque de choquer les plus traditionalistes des catholiques qui goûteraient plus de sacrilité et des paroles plus rares venant du Saint-Père. François profite de ses messes quotidiennes dans la modeste chapelle de la résidence Sainte-Marthe, pour distiller au fil de courtes homélies sa vision de l'Eglise, devant quelques dizaines d'employés du Vatican, estomacés de bénéficier d'une poignée de main papale en fin de cérémonie. Mais tout n'est pas rose au Vatican. Selon un ami très proche de François, ses initiatives pourraient compliquer ses engagements. La vox populi romaine prétend même que ses velléités de changements pourraient conduire à son «assassinat». Preuve qu'il se passe bien quelque chose au Vatican.